

 GOUVERNEMENT <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme
	Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme	

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de CONTIGNY (03500)
SIRET/SIREN
21030083600017
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
5 place de la Mairie – 03500 CONTIGNY TEL 04 70 45 44 37
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
M. DUBSAY Valéry Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
M. DERLICH Frantz Urbaniste
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
131 boulevard Lavoisier – 63000 CLERMONT-FD
Tel 06 66 73 58 85
f.derlich@icloud.com

2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Révision « allégée » du PLU de CONTIGNY
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
11/07/2016 - www.geoportail-urbanisme.gouv.fr
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de CONTIGNY
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Secteur de la Rancherie – voir Rapport de Présentation page 11

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET – 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
Scot Saint Pourçain Sioule Limagne – 17 octobre 2022
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Loire Bretagne et SAGE SRCAE PPRNPI Vallée de l'Allier et de la Sioule PCAET

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
néant
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

Etude du PLU lancé le 10/06/2010 – non soumis à Evaluation Environnementale mais contenant l'évaluation des incidences sur l'environnement
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
néant
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
néant
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Modification Simplifiée approuvée le 12/10/2017
Modification n°1 approuvée le 12/03/2020

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine	
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique	
Révision dite Allégée du PLU – évolution de 3 zones Ap en zones A pour permettre l'accueil de bâtiments agricoles en particulier viticoles	
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU	
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)	
577 habitants (en 2021)	
4.2.2 Caractéristiques spatiales	
Superficie totale (en hectares)	1791,44 ha

Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	33,81	1,9	33,81	1,9
zones 1 AU	2,59	0,1	2,59	0,1

zones 2 AU	0	0	0	0
zones A	962,69	53,7	972,42	54,3
zones AP	307,42	17,2	297,69	16,6
zones N	484,93	27,1	484,93	27,1
Total	1791,44	100,0	1791,44	100,0

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le PADD définit les orientations générales d'urbanisme et d'aménagement qui permettent d'encadrer le développement de la construction à l'enveloppe urbanisée actuellement sur l'ensemble des villages, à l'exception du Bourg de Contigny, avec l'opération du Quartier du Parc.

Cet objectif principal permet de limiter la consommation de l'espace en ciblant le développement de l'urbanisation à la périphérie

Sud du Bourg de Contigny, afin de rééquilibrer l'urbanisation au profit du bourg, en la limitant par ailleurs dans les villages proches de la Route Départementale n°2009 (ancienne Nationale 9).

L'étalement urbain est ainsi maîtrisé.

L'objectif d'accueil de nouveaux habitants est donc équilibré par rapport à la consommation de l'espace antérieure à la mise en place du PLU :

- sur 12 ans, la surface agricole consommée représente un total de 3 hectares 75 pour 27 constructions neuves, soit une moyenne de pratiquement 1400 m² par terrain construit.

Le PLU offre un total de :

- 10 hectares 71 disponibles théoriquement en zone Urbaine Ua et Ah, pondérés à 5 ha 35 avec une rétention foncière moyenne de 50% ;

- 2 hectares 33 en zone à urbaniser AUa (quartier du Parc), pondérés à 1 ha 75 pour réalisation d'espaces publics et voirie.

La pondération présentée ici tient compte d'une rétention foncière de -50% en zone urbaine Ua et Ah. (voir Rapport de

Présentation chapitre 5.3) :

- ce qui représente un total de 7 ha 10 maximum de terrains constructibles potentiels ;

- ce qui correspond à environ 10,5% de l'ensemble des zones bâties de la commune (67,4 ha).

En effet, les espaces disponibles ou "dents creuses" et en extension de l'urbanisation, permettent la construction d'environ 27 à

94 logements dans les zones Ua et Ah du PLU, et d'environ 18 à 22 logements dans la zone AUa.

Ces possibilités de développement du logement estimées à un total moyen de 45 à 95 logements, avec une moyenne réaliste de

71 logements sur une période de 10 ans environ correspondent aux objectifs définis dans le Schéma de Cohérence Territoriale porté par la Communauté de Communes «en Pays Saint Pourcinois».

La superficie de 7 ha 10 estimée comme consommation de l'espace potentielle sur une dizaine d'année reste compatible avec les objectifs généraux de modération de la consommation de l'espace.

Les espaces urbanisables ont été déterminés dans l'enveloppe des parties actuellement urbanisées de la commune, hormis pour les

espaces considérés comme «extension de l'urbanisation», représentant 4 ha 70 pondérés, et la zone à Urbaniser AUa du Quartier du

Parc qui est le seul secteur s'inscrivant dans le cadre du développement de l'urbanisation organisé sur le territoire communal.

Le PLU ne permet donc que des extensions mesurées des espaces urbanisables du territoire communal.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

L'objet de la révision consiste à modifier les Pièces Graphiques du Règlement d'un ensemble de 3 secteurs dans le secteur de « Billonnière, La Pérouse » et « La Rancherie » actuellement classés en secteurs agricoles protégés non constructibles (Ap) pour les passer en secteurs agricoles constructibles (A). Le fait de rendre une ou des zones agricoles constructibles entre dans le champ d'application du 1° de l'article L.153-34 du code de l'urbanisme.

Cette modification de taille modeste a pour objet de permettre d'accueillir des bâtiments et installations à destination d'exploitation agricole, en particulier viticole, comme un chai avec une dimension pédagogique et touristique (salles de réunion et de formation). Ces structures permettront de valoriser le vignoble saint-pourcinois et constitueront des points d'ancrage du territoire, le long d'un axe de grand passage (RD 2009). Une concertation a été organisée avec les agriculteurs et viticulteurs de la commune afin d'identifier les potentiels projets qui entreraient dans cette optique tout en préservant les enjeux paysagers et environnementaux induits.

Les trois zones deviendront constructibles mais uniquement pour des constructions agricoles ou viticoles, ce qui ne remet pas en cause le plan d'aménagement et de développement durables (PADD).

Les objectifs principaux sont donc les suivants :

- Permettre de mettre en valeur le vignoble saint-pourcinois ;
- Améliorer la visibilité du caractère viticole le long d'un axe de grand passage ;
- Permettre le développement des exploitations agricoles et viticoles concernées ;
- Créer des espaces marqueurs d'identification du territoire viticole.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ Oui
☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Transformation de 3 zones Ac en zone A pour permettre les constructions destinées à l'exploitation agricole pour 9,74 ha au total

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☒ Oui
☐ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Rapport de Présentation du PLU d'origine pages 123 à 131
<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/document/by-id/a1225ed93018d75addfe60fade0fe355?tab=2>

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Transformation de 3 zones Ac en zone A pour permettre les constructions destinées à l'exploitation agricole pour 9,74 ha au total

• Secteur n°1 : La Pérouse sur une superficie de 38 000 m² ;

• Secteur n°2 : La Rancherie Nord sur une superficie de 18 400 m² ;

• Secteur n°3 : La Rancherie Ouest sur une superficie de 35 500 m² .

- de créer de nouvelles protections environnementales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Non concerné
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Non concerné
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Non concerné
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Non concerné
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Non concerné

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer

			du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- Zone de Protection Spéciale du Val d'Allier-Bourbonnais (FR8310079) - Zones Spéciale de Conservation : 1. Le site Val d'Allier Nord (FR8301015) 2. Le site Basse Sioule (FR8301017)
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Réserve Naturelle du Val d'Allier (extrême sud-est du territoire communal)
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRNPi de la Vallée de l'Allier et de la Sioule dans la partie plaine de la commune

Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	X	<input type="checkbox"/>	Eglise de Contigny
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	Vallée de l'Allier et de la Sioule : confluence entre les deux rivières
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	X	<input type="checkbox"/>	Définie dans le SRCAE Corridors écologiques en "pas japonais" pour la partie de territoire concerné par la procédure Corridors diffus et réservoir biodiversité pour la vallée de l'Allier et de la Sioule
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	Type I et II sur la partie Val d'Allier et Sioule
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
---	--------------------------	---	--

articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine			
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	X	<input type="checkbox"/>	Corridors pas japonais
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public			

sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui
X Non

Si oui, précisez :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

6. Auto-évaluation
L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i>
<i>Voir Rapport de Présentation de la Révision "Allégée" pages 47 à 69</i>

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Suite à la consultation de l'Autorité Environnementale
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
Première entrevue réalisée en réunion d'association le 24 juillet 2023
Le dossier a été transmis aux PPA dans sa version du 20 février 2025
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	X
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	X
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	X

4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	X
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.		

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	CONTIGNY	le,	8 juillet 2025
Nom	M. DUBSAY	Prénom	Valéry
Qualité	MAIRE de CONTIGNY		mairie-contigny@wanadoo.fr

Signature



Handwritten signature in blue ink, appearing to read 'M. Dubsay'.